

## LE RÉCAP' DE LA SEMAINE

> La correction des principaux marchés d'actions au cours de la semaine écoulée n'aura pas permis à l'indice phare des grandes valeurs américaines (S&P500) d'enchaîner une 10<sup>ème</sup> semaine consécutive de hausse. **La tendance a largement été influencée par le repli des 7 magnifiques (-6%) et du segment des valeurs technologiques (Nasdaq -4,7%)** tandis que le S&P 500 équilibré a surnagé (-0,5%).

> En arrière-plan, **les rendements obligataires se sont un peu plus tendus à la suite de la publication d'un rapport sur l'emploi confirmant la résilience de l'économie américaine en mai.** Si la progression du salaire horaire (+3,4% sur un an) et le taux de chômage (4,3%) n'ont pas surpris, **les créations d'emplois ont atteint plus du double des prévisions (+172 000 vs 80 000)**, alors qu'à l'inverse de l'an passé, les chiffres des mois précédents ont été révisés en hausse. **Ces données, qui s'ajoutent à des indicateurs d'activité ISM meilleurs que prévus en mai, devraient dissuader la Fed de procéder à des baisses de taux directeurs dans un avenir proche et l'encourager à concentrer son attention sur l'évolution de l'inflation.**

> La hausse des taux profite au dollar, qui s'apprécie significativement contre l'ensemble des devises (+1,2% contre euro à 1,15), tout en pesant sur les cours de l'or (-5%).

> Notons également que la pression vendeuse sur le secteur technologique intervient au moment où **SpaceX s'apprête à réaliser la plus importante introduction en bourse (IPO) de l'histoire.** Les intervenants pourraient ainsi avoir procédé à des arbitrages pour faire de la place au nouveau venu.

> En Europe, si les indices boursiers ont terminé la semaine proche de l'équilibre, une majorité de valeurs et secteurs étaient dans le rouge, de même que le Dax (-1,4%).

> L'inflation en zone euro a encore accéléré en mai, à +3,2% sur un an pour l'indice global et +2,5% pour l'indice hors éléments volatils, après respectivement +3% et +2,2% en avril. Voyant son objectif de 2% s'éloigner, **la BCE devrait procéder à une hausse de 25bp de ses taux directeurs lors de sa réunion de politique monétaire de mardi et mercredi**, ce qui serait alors une 1<sup>ère</sup> depuis septembre 2023.

> La semaine prochaine, au-delà de l'IPO de SpaceX, nous suivrons la publication des indices de prix aux Etats-Unis et porterons une attention particulière à la reprise des hostilités entre Israël et l'Iran alors que les marchés semblaient plutôt croire jusqu'en fin de semaine dernière à une résolution prochaine du conflit.

## LES PERFORMANCES

Indices libellés en devises locales sauf mention contraire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

ACTIONS (points)	05/06/2026	Evolution depuis	
		1 semaine	début d'année
CAC 40	8 218	0,4%	0,8%
EURO STOXX 50	6 062	0,2%	4,6%
S&P 500	7 384	-2,6%	7,9%
NASDAQ COMP.	25 709	-4,7%	10,6%
FOOTSIE 100	10 368	-0,4%	4,4%
NIKKEI 225	66 588	0,4%	32,3%
MSCI EM (\$)	944	-19%	23,2%
MSCI WORLD (€)	680	-13%	9,8%
TAUX (%) & VARIATION (points de base)			
ESTER	1,93	0	1
EURIBOR 3M	2,31	4	29
OAT 10ANS	3,70	14	13
BUND 10ANS	3,04	10	18
T-NOTE 10ANS	4,54	8	37
DEVISES & MATIERES PREMIERES (\$)			
EUR / USD	1,15	-12%	-19%
OR	4 365	-5,0%	12%
BRENT	93,1	1%	52,8%

Source : Bloomberg, données au 05/06/2026. Indices actions hors dividendes.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

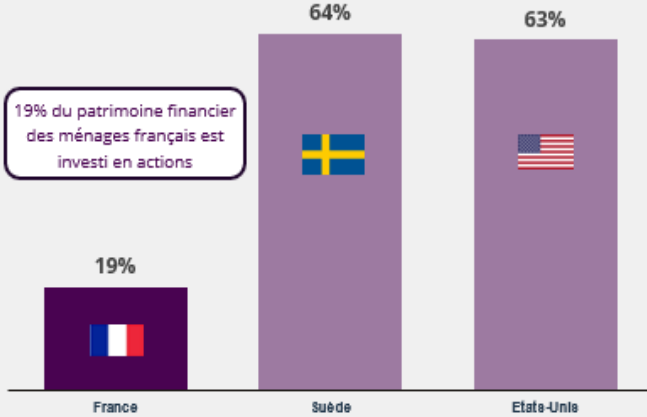
**75**  
milliards  
de dollars

La levée de fonds envisagée par  
**SpaceX** lors de son introduction  
en bourse le jeudi 12 juin

La société spatiale du charismatique Elon Musk s'apprête à faire son entrée sur le Nasdaq pour ce qui s'annonce comme la plus importante IPO de l'histoire. Créée en 2002, **SpaceX pourrait ainsi se voir valoriser près de 1 800 milliards de dollars, soit...94 fois son chiffre d'affaires de 2025** alors que le document d'introduction en bourse révèle que l'entreprise vise un marché adressable de 28 500 milliards de dollars, recouvrant notamment l'accès internet par satellites et, surtout, l'envoi dans l'espace de centre de données dédiées à l'IA. En amont, l'indice Nasdaq 100 a revu ses règles d'admission pour accueillir plus rapidement les grandes sociétés nouvellement cotées, à l'instar de SpaceX, qui pourrait être suivie des spécialistes de l'IA Anthropic et OpenAI.

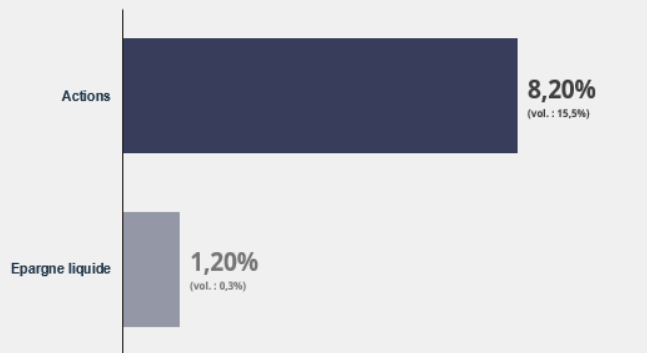
➤ **LE FOCUS : L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS DEVRAIT ÊTRE DAVANTAGE INVESTIE EN ACTIONS**

**Part du patrimoine financier investi en actions en %, par pays**



Source : Etude Rexecode "Repenser l'allocation de l'épargne des ménages en France et en Europe, Comment l'optimiser sous un prisme macroéconomique", Mai 2026. Etude Rexecode, Mai 2026. Calculs après mise en transparence des déclarations des ménages auprès des OPC non-matérielles et des CAFI (contrats d'assurance et fonds de pension), hors détention d'actions non cotées

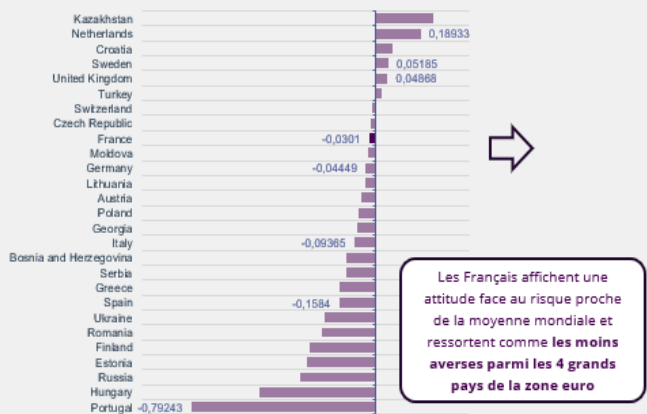
**Rendement annuel moyen sur longue période (2005 – 2025)**



Source : Etude Rexecode "Repenser l'allocation de l'épargne des ménages en France et en Europe, Comment l'optimiser sous un prisme macroéconomique", Mai 2026. Banque de France, LSEG. Rendement annuel moyen avant prélèvement. Actions : Indice de rendement total : S&P 500 (30%) + STOXX Europe 600 (70%) ; Epargne liquide : Taux annuel moyen pondéré de l'ensemble des dépôts bancaires de la Banque de France

**Comparaison harmonisée de l'attitude des individus face au risque**

Pour chaque pays, l'échelle indique la différence par rapport à la moyenne mondiale en écart-type. Résultats tirés à partir d'un questionnaire de 56 questions du type : « En général, dans quelle mesure vous êtes disposé(e) à prendre des risques sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie que vous n'êtes « pas du tout disposé(e) à prendre des risques » et 10 signifie que vous êtes « très disposé(e) à prendre des risques ». Global Preference Survey : étude menée auprès de 80 000 personnes de 76 pays sur les préférences des individus vis-à-vis du temps et du risque.



Source : Global Preference Survey, Falk, A., Becker, A., Dahmen, T., Enke, B., Huffman, D., & Sundé, U. (2018). "Global Evidence on Economic Preferences." Quarterly Journal of Economics, 133 (4), 1645-1692. <https://doi.org/10.1093/qje/qjz015>; Falk, A., Becker, A., Dahmen, T. J., Huffman, D., & Sundé, U. (2016). "The Preference Survey Module: A Validated Instrument for Measuring Risk, Time, and Social Preferences." IZA Discussion Paper No. 9674. <https://docs.iza.org/dp9674.pdf>

Les Français affichent une attitude face au risque proche de la moyenne mondiale et ressortent comme les moins averses parmi les 4 grands pays de la zone euro

➤ Une récente étude de l'institut Rexecode (*Repenser l'allocation de l'épargne des ménages en France et en Europe*) met en lumière le décalage existant entre le taux d'épargne financière des Français (le flux), historiquement comparable à celui des Etats-Unis et d'autres pays, et leur patrimoine financier net (le stock, en % du revenu disponible brut), qui ressort près de deux fois inférieur, et même davantage en comparaison avec la Suède ou le Danemark.

➤ Ce différentiel s'expliquerait avant tout par la structure de l'épargne, que les ménages français orientent pour environ 40% vers les dépôts et le numéraire, quand leurs homologues américains et suédois l'investissent en actions à plus de 60%, contre 19% pour les Français. Or, les actions ont rapporté 7 points de pourcentage (pp) de plus par an au cours des 20 dernières années, si bien que l'épargne financière des Français se positionne comme la moins performante parmi celles des pays étudiés, allant jusqu'à générer un manque à gagner annuel de près de 5pp par rapport à celle des Suédois.

➤ Les résultats d'une étude de référence sur l'attitude des individus face au risque (*Global Preference Survey*) réfutent l'idée que le moindre attrait des Français pour les actions tiendrait à leur plus grande aversion face au risque financier, celle-ci apparaissant globalement en ligne avec la moyenne mondiale. Pour les auteurs, ce sont plutôt les incitations inhérentes aux politiques publiques, fiscales et réglementaires qui justifieraient cet excès de prudence.

➤ L'étude calcule qu'il faudrait ajouter 8pp d'actions dans le patrimoine financier actuel des Français pour mieux tenir compte de leurs aspirations en termes de rendement/risque. Une telle allocation leur aurait permis d'accumuler 344 milliards d'euros supplémentaires au cours des 20 dernières années.

Les calculs de Rexecode suggèrent que le patrimoine financier des Français devrait intégrer 8 points de plus en actions pour répondre à leurs aspirations en termes de rendement/risque

Allocation de l'épargne financière des ménages français (observée et calculée) - en %

	Allocation actuelle transposée	Allocation optimale calculée*
Numéraire et dépôts	42%	39%
Actions	19%	27%
Titres obligataires	39%	34%
Rendement après prélèvements	2,4%	2,7%
Volatilité	3,9%	4,8%

**+344 milliards d'euros**

\*Ecart (Eg - Bas) / (A - Eg)  
Eg: Part du portefeuille risque maximisant le ratio de Sharpe (44% Actions + 56% titres obligataires)  
Eg: rendement annuel moyen du portefeuille risque  
Bas: rendement du numéraire et dépôts (actif sans risque)  
A: Coefficient d'aversion au risque (sur une échelle de 0 et 10, 10 désignant une extrême aversion au risque). Moyenne des scores d'aversion au risque (français des ménages français des 5 dernières enquêtes PATER)  
Eg: Variance du portefeuille risque

Le choix de l'allocation optimale calculée aurait rapporté un rendement cumulé net d'impôts de 2 011 milliards sur vingt ans (75% de l'encours de départ de mars 2005) contre 1 667 milliards dans l'allocation actuelle (62%). La différence de rendement cumulé entre les deux allocations se chiffre donc à 344 milliards d'euros (12 % du PIB nominal français de 2024) au bout de 20 ans de placement.

Source : Etude Rexecode "Repenser l'allocation de l'épargne des ménages en France et en Europe, Comment l'optimiser sous un prisme macroéconomique", Mai 2026. Banque de France, LSEG.

« Ce matériel a été fourni à des fins d'information uniquement.

Tout investissement comporte des risques, y compris le risque de perte en capital. Ceci ne constitue pas un conseil d'investissement.

**AVERTISSEMENTS & MENTIONS LÉGALES**

Le présent document est réservé à un usage strictement personnel de son destinataire. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de VEGA Investment Solutions. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par VEGA Investment Solutions à partir de sources qu'elle estime fiables. VEGA Investment solutions se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis. VEGA Investment Solutions ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de l'auteur référencé. Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle. La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Il convient de respecter la durée minimale de placement recommandée. Les chiffres des performances citées ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Il est rappelé que tout investissement sur les marchés financiers peut être soumis à des fluctuations de cours à la hausse comme à la baisse pouvant se traduire par une perte plus ou moins importante du capital investi sur des durées plus ou moins longues. Tout investissement peut être une source de risque financier et doit être apprécié attentivement au regard de la situation financière, juridique et fiscale ainsi qu'aux objectifs en matière de placement ou de financement de chaque investisseur. Avant tout investissement éventuel, il convient de lire attentivement l'ensemble des documents réglementaires tenus à disposition de l'investisseur. La responsabilité de VEGA Investment Solutions ne saurait être engagée en cas de pertes, notamment financières, résultant d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document. L'attention des investisseurs est attirée sur les liens capitalistiques existant entre le Groupe BPCE et les entités composant le Groupe BPCE mentionnées ci-dessous qui pourraient faire émerger de potentiels conflits d'intérêts. Conformément à la réglementation, ces entités prennent toutes les mesures appropriées pour détecter et traiter les situations de conflits d'intérêts. Pour chacune de ces entités, une politique interne de prévention et de gestion des conflits d'intérêts veille au respect de la primauté des intérêts des clients.

Document non contractuel. Photos et visuels libres de droits - Getty Images / Galeanu Mihai.

**VEGA Investment Solutions** - Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP-04000045 en date du 30 juillet 2004. Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 2 869 638,25 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 353 690 514, titulaire de l'identifiant unique REP papiers n° FR417367\_01UEPO délivré par l'ADEME, dont le siège social est sis 43, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris.



*Ce matériel a été fourni à des fins d'information uniquement.*

*Tout investissement comporte des risques, y compris le risque de perte en capital. Ceci ne constitue pas un conseil d'investissement.*